

**ASSEMBLÉE RÉUNIE
DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE COMMUNE**

**Compte rendu intégral
des interpellations et
des questions orales**

Commission des affaires sociales

**RÉUNION DU
MERCREDI 10 MARS 2010**

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSOMMISSIE**

**Integraal verslag
van de interpellaties en
mondelinge vragen**

Commissie voor de sociale zaken

**VERGADERING VAN
WOENSDAG 10 MAART 2010**

Le **Compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité du service des comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

Het **Integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

SOMMAIRE	INHOUD
INTERPELLATIONS	5
- de M. Joël Riguelle	5
à Mme Brigitte Grouwels, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique,	tot mevrouw Brigitte Grouwels, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt,
et à Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,	en tot mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen,
concernant "les situations individuelles d'urgence et la transformation de l'hôpital en maison de répit".	betreffende "de individuele noedsituaties en de omvorming van de ziekenhuizen tot respijthuizen".
<i>Discussion – Orateurs : Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni, M. Joël Riguelle.</i>	6
- de M. Dominiek Lootens-Stael	9
à Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,	tot mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen,
concernant "le manque de places d'accueil dans les centres fermés pour mineurs".	betreffende "het gebrek aan opvangplaatsen in gesloten jeugdinstellingen".
<i>Discussion – Orateurs : Mme Anne-Sylvie Mouzon, Mme Evelyne Huytebroeck, member du Collège réuni, M. Dominiek Lootens-Stael.</i>	11
<i>Ordres du jour – Dépôt</i>	16
	<i>Moties – Indiening</i>
	16

QUESTION ORALE	16	MONDELINGE VRAAG	16
<p>- de Mme Mahinur Ozdemir</p> <p>à Mme Brigitte Grouwels, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique,</p> <p>et à Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,</p> <p>concernant "le budget d'assistance personnelle".</p>	16	<p>- van mevrouw Mahinur Ozdemir</p> <p>aan mevrouw Brigitte Grouwels, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt,</p> <p>en mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen,</p> <p>betreffende "het persoonlijke-assistentiebudget".</p>	16

*Présidence : Mme Elke Van den Brandt, présidente.
Voorzitterschap: mevrouw Elke Van den Brandt, voorzitter.*

INTERPELLATIONS

Mme la présidente.- L'ordre du jour appelle les interpellations.

INTERPELLATION DE M. JOËL RIGUELLE

À MME BRIGITTE GROUWELS,
MEMBRE DU COLLÈGE RÉUNI
COMPÉTENTE POUR LA POLITIQUE
D'AIDE AUX PERSONNES ET LA
FONCTION PUBLIQUE,

ET À MME EVELYNE HUYTEBROECK,
MEMBRE DU COLLÈGE RÉUNI
COMPÉTENTE POUR LA POLITIQUE
D'AIDE AUX PERSONNES, LES
FINANCES, LE BUDGET ET LES
RELATIONS EXTÉRIEURES,

concernant "les situations individuelles d'urgence et la transformation de l'hôpital en maison de répit".

Mme la présidente.- La membre du Collège Evelyne Huytebroeck répondra à l'interpellation.

La parole est à M. Riguelle.

M. Joël Riguelle.- L'hospitalisation est toujours une situation délicate. Cette épreuve est vécue différemment selon que l'on soit valide, handicapé autonome, handicapé lourdement dépendant ou encore valide mais ayant un conjoint ou un enfant en situation de handicap.

L'organisation classique des soins à l'hôpital repose essentiellement sur l'accueil dans les services spécifiques des personnes dépendantes et/ou en perte d'autonomie. Cependant, il arrive que des personnes dépendantes soient hospitalisées

INTERPELLATIES

Mevrouw de voorzitter.- Aan de orde zijn de interpellaties.

INTERPELLATIE VAN DE HEER JOËL RIGUELLE

TOT MEVROUW BRIGITTE GROUWELS, LID VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN EN OPENBAAR AMBT,

EN TOT MEVROUW EVELYNE HUYTEBROECK, LID VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN, FINANCIËN, BEGROTING EN EXTERNE BETREKKINGEN,

betreffende "de individuele noedsituaties en de omvorming van de ziekenhuizen tot respijthuizen".

Mevrouw de voorzitter.- Collegelid Evelyne Huytebroeck zal de interpellatie beantwoorden.

De heer Riguelle heeft het woord.

De heer Joël Riguelle (in het Frans).- Gehandicapte personen worden soms gehospitaliseerd zonder dat ze ziek zijn, omdat er in Brussel niet voldoende tussenvormen van tenlasteneming zijn tussen de thuiszorg en de hospitalisatie. Het gebeurt ook dat een valide persoon gehospitaliseerd wordt samen met zijn of haar gehandicapt kind, omdat deze persoon als enige verantwoordelijk is voor het kind. In beide gevallen krijgt het ziekenhuis eerder een respijtfunctie.

sans être malades parce que Bruxelles souffre d'une insuffisance de structures intermédiaires entre l'hôpital et le domicile. De même, il arrive également qu'une personne valide mais malade, parent d'une personne handicapée se retrouve hospitalisée avec son enfant parce que seule en charge de celui-ci. Dans ce cas également, l'hôpital se transforme en un lieu de répit d'urgence, de facto.

Ces situations marginales montrent la nature et le genre de détresse dans laquelle se trouvent les personnes handicapées et les parents de celles-ci dans des situations particulières d'hospitalisation.

Pour rappel, les hôpitaux n'ont pas pour vocation première de promouvoir des solutions qui pallient temporairement des situations individuelles d'urgence et de dépannage. Nous en sommes bien conscients. Cependant, ces institutions pourraient être associées à la recherche de solutions acceptables pour éviter l'improvisation et le risque de rejet de la personne handicapée dépendante, voire le renoncement aux soins de son parent, ce qui arrive malheureusement trop souvent.

Dès lors, je voudrais vous demander ce qui est mis en place pour aider les familles et les hôpitaux afin que les préoccupations de chaque partie soient rencontrées. Une concertation avec les grandes institutions hospitalières de notre région ne serait-elle pas nécessaire pour rencontrer ce type de situation ?

Qui sensibilise le milieu hospitalier sur les enjeux liés au répit des familles ou des personnes handicapées ?

Quels sont les réseaux d'aide dédiés aux familles pour ces cas précis ? Comment les soutien-t-on ? Le cas échéant, comment informe-t-on les familles sur l'offre de répit ? Je ferai l'impasse sur mes questions relatives au service PHARE, puisque, très opportunément, vous m'avez rappelé qu'il relève plutôt de la compétence de la COCOF.

Discussion

Mme la présidente.- La parole est à Mme Huytebroeck.

Het is niet de eerste taak van de ziekenhuizen om tijdelijke oplossingen voor individuele nood situaties te bieden. Wij zouden ze echter wel kunnen betrekken bij het zoeken naar een aanvaardbare oplossing.

Hebt u overleg met de ziekenhuizen gepleegd over dit soort problemen?

Wie sensibiliseert de ziekenhuissector over het belang van respijtzorg voor gezinnen of gehandicapten?

Welke steun kan er in die gevallen aan de gezinnen worden verleend? Worden zij ingelicht over het respijtaanbod?

Besprekking

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Huytebroeck heeft het woord.

Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni.- Votre interpellation aborde la question très particulière de l'hospitalisation de personnes handicapées en réponse à des situations exceptionnelles et ponctuelles d'urgence telle que par exemple l'hospitalisation d'un parent ayant la charge d'une personne handicapée non autonome.

Je suis d'accord avec vous : l'hôpital n'est pas une réponse, il n'est pas une solution qui doit pallier temporairement les situations d'urgence qui pourraient exister dans le cadre d'un manque de solution de prise en charge par un tiers. Malheureusement, cela arrive encore.

Nous n'avons pas à ce jour d'informations quantitatives précises sur cette problématique. Les quelques cas dont nous avons eu écho ont pu trouver solution par des actions menées soit par l'administration, soit par des services sociaux, généralistes ou non. Nous pouvons vous assurer également qu'il existe tant en COCOM qu'en COCOF des partenariats entre institutions du secteur spécifique du handicap, mais également avec d'autres secteurs, afin de permettre des solutions d'accueil d'urgence. Les services d'accompagnement - que nous avons fortement soutenus ces dernières années - sont également pour les familles des partenaires importants, et d'autant plus dans les moments problématiques.

Aujourd'hui autant en COCOM qu'en COCOF, les accueils de court séjour et de répit en centre de jour et d'hébergement sont aussi possibles. Leurs réglementations respectives le permettent, mais le déploiement de cette offre reste malheureusement frileux. Peu de promoteurs se montrent intéressés et, d'autre part, les moyens budgétaires ne sont pas au rendez-vous, tant en COCOF qu'en COCOM - et c'est peu dire.

Pour conclure, une objectivation, une quantification doivent être réalisées et nécessiteront l'implication de nos homologues en charge de la Santé.

Mais sachez que l'administration - par exemple, du côté COCOF, le service bruxellois Personne handicapée autonomie retrouvée (PHARE) - dispose déjà d'un espace-accueil ayant pour mission de conseiller et d'informer les personnes

Mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College (in het Frans).- Uw interpellatie betreft de hospitalisatie van gehandicapte personen in uitzonderlijke noedsituaties, zoals de hospitalisatie van een ouder van een niet-autonomo gehandicapt kind.

De ziekenhuizen mogen niet gebruikt worden als een tijdelijke oplossing in noedsituaties bij gebrek aan een tenlasteneming door een derde, maar jammer genoeg gebeurt dit toch af en toe.

Het is moeilijk om te zeggen over hoeveel gevallen het precies gaat. Telkens wij kennis hebben gekregen van een dergelijk geval, is er een oplossing gevonden, hetzij door de administratie, hetzij door de sociale diensten. De instellingen voor de opvang van gehandicapten werken met elkaar samen, maar ook met instellingen uit andere sectoren, om noodopvang te kunnen aanbieden. De gezinnen kunnen ook een beroep doen op de begeleidingsdiensten, die wij de voorbije jaren sterk hebben gesteund.

De regelgeving van de GGC en de COCOF maakt het mogelijk om initiatieven van korte opvang en respit in dagopvangcentra te steunen, maar de projectontwikkelaars tonen geen grote belangstelling voor dergelijke projecten en de begrotingsmiddelen van de GGC en de COCOF zijn beperkt.

Het zou nuttig zijn om de informatie te objectiveren in samenwerking met onze collega's die bevoegd zijn voor Gezondheid.

Langs Franstalige kant zullen de gehandicapten, hun families en de instellingen zich binnenkort voor informatie kunnen richten tot de Brusselse dienst PHARE. Dat instrument is evenwel niet voldoende en moet nog worden aangevuld.

De Nederlandstalige gehandicapten in Brussel kunnen zich wenden tot het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VPAH), dat zowel in Vlaanderen als in Brussel werkzaam is.

Ook de website Sociaal Brussel Online is een belangrijke informatiebron. Die website is uitgewerkt door het Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie en

handicapées ainsi que leur famille, leur entourage et toutes les institutions. Ce service - en voie d'amélioration, comme je l'ai annoncé au parlement francophone bruxellois - sera très prochainement opérationnel. Mais cette voie d'information n'est pas encore suffisante et nous voulons la compléter. Il y a une année, des informations concernant le service PHARE ont été largement diffusées. La brochure "Suivez le guide" en fait partie et donne une vue d'ensemble de l'offre tant en COCOF qu'en COCOM.

Il est aussi utile de mentionner que les personnes handicapées néerlandophones à Bruxelles peuvent aussi s'adresser à la VPAH (Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap), qui est active tant en Flandre qu'en Région bruxelloise.

La carte sociale digitale Bruxelles Social en ligne constitue une autre voie d'information possible. Elle est réalisée par le Centre de documentation et de coordination sociales (CDCS) et propose toutes les informations utiles concernant l'aide aux personnes disponibles sur le territoire bruxellois.

Mme la présidente.- La parole est à M. Riguelle.

M. Joël Riguelle.- Je vous remercie pour ces éléments de réponse. Vous imaginez bien que si j'ai posé cette question, c'est que, lors des différents entretiens que nous avons eus avec les associations qui soutiennent les personnes handicapées et leurs familles, ces problématiques ont été évoquées, y compris d'ailleurs celle de l'autisme.

Pour une personne qui est frappée de ce handicap-là, le traitement à l'hôpital, quand il doit se faire soigner, pose problème parce que l'accompagnement est rarement prévu de manière spécifique. La plupart de ces personnes sont alors envoyées au service psychiatrique, ce qui n'est pas l'objectif qu'ils recherchent.

J'entends qu'un certain nombre de choses existent, mais il serait sans doute opportun que vous et votre collègue de la Santé rencontriez les milieux hospitaliers afin de voir dans quelle mesure ceux-ci prennent leurs responsabilités afin de mettre des

bevat nuttige informatie over alle Brusselse welzijns- en gezondheidsorganisaties.

Mevrouw de voorzitter.- De heer Riguelle heeft het woord.

De heer Joël Riguelle (in het Frans).- *Ik stel deze vraag, omdat we meerdere gesprekken hebben gehad met verenigingen die gehandicapten en hun families steunen.*

De zorgverlening in de ziekenhuizen is zelden aangepast aan mensen met een dergelijke beperking. Meestal belanden ze op een psychiatrische afdeling, wat niet de bedoeling is.

Er bestaan weliswaar een aantal opvangmogelijkheden, maar het zou goed zijn als u met het collegelid dat bevoegd is voor gezondheid zou overleggen met de ziekenhuizen opdat ze hun verantwoordelijkheid nemen en gehandicapten behoorlijk opvangen.

Alleenstaande ouders met een gehandicapt kind ten laste zouden hulp moeten krijgen van de sociale dienst van het ziekenhuis. Het Verenigd College zou de ziekenhuizen een duwtje in de rug moeten geven, opdat ze hun verantwoordelijkheid

chooses en place pour que les personnes handicapées soient correctement accueillies.

Par ailleurs, les parents seuls qui ont une personne handicapée à charge et qui doivent se faire soigner devraient pouvoir être aidés par les services sociaux des hôpitaux en question de manière à pouvoir se faire soigner correctement. C'est de la responsabilité de nos institutions hospitalières, quelles qu'elles soient, que cette problématique relève. Mais je pense qu'une impulsion venant des membres du Collège réuni compétents pour les Personnes handicapées et pour la Santé serait sans doute souhaitable.

Mme la présidente.- La parole est à Mme Huytebroeck.

Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni.- Je suis d'accord avec vous. Toutefois, il y a des initiatives qui sont prises. Du côté de l'Observatoire des personnes handicapées, par exemple, des ateliers de rencontre ont été organisés entre des services spécialisés dans l'aide aux personnes handicapées, des généralistes et les milieux hospitaliers.

L'une des recommandations de l'Observatoire des personnes handicapées est d'intensifier les communications entre ces secteurs. Je crois fortement dans la transversalité entre ces secteurs. C'est pour cela aussi que nous voulons mettre sur pied le plus rapidement possible la conférence interministérielle social-santé. Il faut que les informations circulent et que des automatismes s'installent.

L'objectivation de la situation des personnes handicapées dans le milieu hospitalier nous permettra aussi de mieux connaître le nombre de personnes concernées. Nous restons vigilants. Nous reprendrons contact avec l'Observatoire et avec mes collègues de la Santé.

- *L'incident est clos.*

INTERPELLATION DE M. DOMINIEK LOOTENS-STAELE

À MME EVELYNE HUYTEBROECK,

nemen.

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Huytebroeck heeft het woord.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College (in het Frans).- *Ik ben het met u eens. Er worden echter al maatregelen genomen. Er bestaat ook overleg tussen diensten die gehandicapten begeleiden, huisartsen en ziekenhuizen.*

Een van de aanbevelingen bestaat erin om de communicatie te verbeteren. Ik denk inderdaad dat samenwerking zeer belangrijk is. Daarom willen we zo snel mogelijk een interministeriële conferentie voor de sociale aspecten van de gezondheidszorg organiseren.

Als we objectieve informatie hebben over de situatie van gehandicapten in de ziekenhuizen, weten we ook beter over hoeveel mensen het gaat. Ik ben waakzaam en blijf contacten leggen.

- *Het incident is gesloten.*

INTERPELLATIE VAN DE HEER DOMINIEK LOOTENS-STAELE

TOT MEVROUW EVELYNE

**MEMBRE DU COLLÈGE RÉUNI
COMPÉTENTE POUR LA POLITIQUE
D'AIDE AUX PERSONNES, LES
FINANCES, LE BUDGET ET LES
RELATIONS EXTÉRIEURES,**

**concernant "le manque de places d'accueil
dans les centres fermés pour mineurs".**

Mme la présidente.- La parole est à M. Lootens-Stael.

M. Dominiek Lootens-Stael (en néerlandais).- *Après les événements violents d'il y a quelques semaines, la commune d'Anderlecht a annoncé l'application d'une tolérance zéro. Cependant, cette politique est difficilement praticable, étant donné la politique de classement sans suite trop souvent menée par la justice et le relâchement immédiat des jeunes délinquants, faute de place dans les centres fermés pour mineurs.*

Selon vous, il restait toutefois des places disponibles au moment des faits commis à Anderlecht. De plus, dès le mois d'avril, onze places seront libérées à Saint-Hubert. Cependant, même en y ajoutant les places supplémentaires à Wauthier-Braine, le problème de capacité d'accueil des jeunes délinquants francophones reste criant.

Des places étaient-elles effectivement disponibles pour les jeunes délinquants relâchés lors du week-end du 7 février ? Comment expliquez-vous les contradictions entre vos informations et celles du parquet ?

Que pouvez-vous entreprendre à partir de la Commission communautaire commune pour remédier à court terme à ce manque de places d'accueil ? Les chiffres indiquant un taux de criminalité bien plus élevé à Bruxelles qu'ailleurs, c'est dans la capitale que ces places sont nécessaires.

Qu'adviendra-t-il des prisons de Forest et de Saint-Gilles ? Envisagez-vous d'y créer des prisons pour jeunes ?

**HUYTEBROECK, LID VAN HET
VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD
VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND
AAN PERSONEN, FINANCIËN,
BEGROTING EN EXTERNE
BETREKKINGEN,**

**betreffende "het gebrek aan opvangplaatsen
in gesloten jeugdininstellingen".**

Mevrouw de voorzitter.- De heer Lootens-Stael heeft het woord.

De heer Dominiek Lootens-Stael.- Na de gewelddadige gebeurtenissen van enkele weken geleden, werd in Anderlecht een beleid van nultolerantie aangekondigd. Dit beleid valt echter moeilijk uit te voeren in de praktijk, aangezien enerzijds het gerecht niet mee wil en te vaak een seponeringsbeleid voert in plaats van een vervolgingsbeleid en anderzijds jeugdige delinquenten onmiddellijk worden vrijgelaten omdat er geen plaatsen vrij zijn in de gesloten centra voor minderjarigen. Het is een bekend fenomeen dat nogal wat politiemensen gedemotiveerd zijn omdat blijkt dat in de praktijk de opgepakte boefjes vaak letterlijk eerder terug zijn in de wijk dan dat de politie terug op haar post is.

Volgens u, mevrouw het collegelid, waren er op het ogenblik van de feiten echter wel degelijk nog opvangplaatsen beschikbaar. U zei dit ook in de pers. Vanaf april zouden er bovendien elf extra plaatsen vrijkomen in Saint Hubert. Dit is natuurlijk een druppel op een hete plaat. Zelfs met de eerder bijgekomen plaatsen in Woutersbrakel blijft er een ernstig capaciteitsprobleem bestaan voor Franstalige delinquenten jongeren.

Waren er inderdaad geen plaatsen beschikbaar voor de delinquenten jongeren die tijdens het weekeinde van 7 februari werden vrijgelaten? Hoe verklaart u de tegenstrijdigheden tussen de informatie die door u ter beschikking werd gesteld en de informatie van het parket?

Wat kunt u vanuit de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ondernemen om ervoor te zorgen dat er op korte termijn voldoende

Pour permettre au citoyen de vivre en sécurité, des mesures sévères sont nécessaires. Ainsi, certains jeunes perdus pour la société doivent être enfermés dans des prisons pour jeunes.

Pour d'autres jeunes déjà sur la mauvaise pente, mais pour lesquels on peut encore espérer qu'ils se réinsèrent, il faut des centres fermés qui les accompagneront sur la voie d'une bonne réinsertion dans la société.

Cependant, tout ceci ne sera possible que si les responsables politiques prennent des mesures, inexistantes à ce jour. Quelles initiatives sont développées pour aborder cette problématique à l'avenir ?

opvangplaatsen voor delinquenten jongeren bijkomen? De recente cijfers tonen aan dat de criminaliteit in Brussel veel hoger ligt dan in de rest van het land. Het is dan ook in de hoofdstad dat er nood is aan opvangplaatsen voor delinquenten jongeren. U moet daarom uw verantwoordelijkheid nemen en daar iets aan doen.

Wat zal er bijvoorbeeld gebeuren met de gevangenissen van Vorst en Sint-Gillis? Denkt u er aan om daar eventueel jeugdgevangenissen in te richten? Het is immers hoog tijd, ook voor de leefbaarheid van de stad, om uit de neerwaartse spiraal te geraken waarin Brussel zich bevindt. Dat kan alleen door een harde aanpak van de criminaliteit.

Dat is enkel mogelijk als de rotte appels uit de mand worden gehaald voordat ze andere appels kunnen besmetten. Sommige jeugddelinquenten zijn misschien op korte termijn verloren voor de maatschappij. Ze moeten in een jeugdgevangenis worden opgesloten. De burger heeft immers recht op een veilige samenleving. Daarvoor moeten helaas harde, maar noodzakelijke maatregelen worden genomen.

Voor andere jongeren, die de verkeerde weg zijn opgegaan, maar van wie we mogen hopen dat ze nog in de samenleving kunnen worden gereïntegreerd mits de nodige bijsturing, zijn er ook gesloten instellingen nodig, zodat ze tijdelijk uit de samenleving kunnen worden verwijderd. Daarvoor zijn adequate instellingen nodig waar zulke jongeren op een degelijke manier kunnen worden begeleid om een goede reïntegratie in de samenleving mogelijk te maken.

Dergelijke zaken zijn echter enkel mogelijk als het beleid maatregelen neemt. Tot op heden hebben we daar nog niet veel van gemerkt. Welke initiatieven worden ontwikkeld om deze problematiek aan te pakken in de toekomst?

Discussion

Mme la présidente.- La parole est à Mme Mouzon.

Mme Anne-Sylvie Mouzon.- Je ne doute pas un seul instant, Mme la ministre, que sans être une

Bespreking

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Mouzon heeft het woord.

Mevrouw Anne-Sylvie Mouzon (in het Frans).- *Velen pleiten voor harde repressie zodra er zich*

naïve tenant des discours angélistes, vous n'allez pas non plus surfer sur la vague qui voudrait de la répression à tout crin parce que des problèmes se posent.

Il n'empêche qu'il n'est pas inutile de rappeler quelques principes de base :

Premièrement, notre démocratie garantit la liberté de ses habitants, ce qui signifie qu'on ne peut pas mettre ceux-ci en prison ou en établissement fermé sans un minimum de garanties de respect des droits de la défense et d'appréciation sereine et contradictoire de leur situation. Sauf circonstances tout à fait exceptionnelles, il est donc normal qu'un jeune délinquant apprécie après avoir commis un délit soit relâché. Il est également normal qu'un délinquant plus âgé soit relâché, parce que la détention préventive consiste à mettre quelqu'un en prison sans débat contradictoire et serein, permettant d'apprécier complètement une situation.

La détention préventive est prévue pour éviter qu'un délinquant ne s'échappe, ne supprime des preuves, ne soudoie ou fasse pression sur des témoins à charge potentiels, et - dans certains cas - pour mettre à l'écart un délinquant qui continue à constituer un danger pour la société.

La détention préventive ne peut être une peine prononcée à la va-vite, sans jugement au fond.

Le problème dans ce pays est qu'il y a plus de personnes en détention préventive que de personnes en prison après avoir été jugées au fond. C'est ce qui explique qu'après des jugements au fond, des personnes soient relâchées et n'accomplissent jamais leur peine. Il n'y a plus de place dans les prisons tellement il y a de personnes en détention préventive. Cette situation est totalement aberrante !

Si on utilise la détention préventive pour faire pression sur les gens pour qu'ils avouent, c'est totalement contraire à nos principes juridiques.

Un autre problème est que l'être humain a - fort heureusement - de grandes facultés d'adaptation. "Collez" quelqu'un en taule ou en établissement fermé durant plusieurs mois et il s'adaptera. C'est

problemen voordoen.

Het is niettemin nuttig een aantal basisbeginselen in herinnering te brengen.

Onze democratie waarborgt de vrijheid van haar inwoners. Daarom kunnen wij niemand in een gevangenis of gesloten instelling opsluiten zonder dat die persoon het recht heeft op verdediging en op een serene en contradictoire beoordeling van zijn situatie.

De voorhechtenis is bedoeld om te voorkomen dat de delinquent ontsnapt, bewijsmateriaal vernietigt, druk uitoefent op mogelijke getuigen of een gevaar voor de maatschappij vormt. De voorhechtenis is dus geen straf die licht mag worden uitgesproken, zonder enig onderzoek ten gronde.

Het probleem in dit land is dat er meer personen in voorhechtenis zitten dan in de gevangenis. Dat betekent dat nadat het vonnis is uitgesproken, heel wat personen worden vrijgelaten en zo hun straf ontlopen. Er is immers geen plaats in de gevangenissen omdat er zoveel personen in voorhechtenis zitten. Dat is totaal absurd!

Het druist volledig in tegen onze rechtsprincipes om de voorhechtenis te gebruiken als een drukkingsmiddel met als doel de betichten schuld te doen bekennen.

Mensen hebben bovendien een groot aanpassingsvermogen. Dat is een kwestie van overleven. Een gevangene past zich aan aan het leven in de gevangenis of de gesloten jeugdinstelling en gaat er vaak slechter buiten dan hij was binnengekomen.

Het probleem kan dus niet enkel worden opgelost door de bouw van nieuwe gesloten instellingen.

Het heeft geen zin om jongeren voor eens en altijd in gesloten centra te plaatsen. Welke pedagogische teams zullen zich om hen bekommeren? Het is niet zo moeilijk om gebouwen neer te zetten, wel om geschikt personeel in dienst te nemen, om te voorzien in adequate begeleiding, zodat een jongere die in een instelling belandt, die weer in normale omstandigheden verlaat. Een gesloten

normal, car c'est une question de survie. À quoi s'adapte-t-il ? Il s'adapte au régime carcéral, ou apparenté à un régime carcéral quand il s'agit d'établissements fermés de protection de la jeunesse.

Quand il en sort, c'est en général en plus mauvais état que lorsqu'il y est entré, notamment en raison de ces mécanismes d'adaptation au régime carcéral. À moins de considérer qu'une fois qu'il y entre il ne peut plus jamais en sortir, ce qui est évidemment inadmissible et de plus ingérable, parce que très explosif.

La question n'est pas seulement de trouver un terrain et de l'argent pour construire de nouveaux établissements fermés.

En effet, il n'est pas question de décider de mettre des jeunes une bonne fois pour toutes dans des établissements fermés. Quelles seront les équipes pédagogiques qui vont s'occuper de ces jeunes ? Cette question me semble fondamentale. Or, elle est beaucoup plus importante, plus difficile et finalement plus onéreuse à mettre en oeuvre que la construction d'un bâtiment. Pour ce faire, il suffit d'emprunter et de rembourser en 30 ans. Certes, je sais que cela n'est pas facile - si c'était aisément, plus d'argent serait octroyé aux maisons de repos - mais cela reste possible.

Créer les équipes pédagogiques et un bon encadrement et faire en sorte que le jeune, une fois entré dans son IPPJ, puisse un jour en sortir dans des conditions normales me semble beaucoup plus difficile. Il faut donc veiller à ce que ce type de régime soit précisément dédiacé aux jeunes qui en ont vraiment besoin. Il ne suffit pas de prendre un jeune qui vient de commettre un délit pour le coller devant un juge et immédiatement l'enfermer en IPPJ. On trouve ensuite anormal qu'il soit relâché. Pourtant, il est normal qu'il soit relâché s'il n'est pas évident que ce jeune constitue un danger grave pour la société après qu'il ait été "alpagué".

Enfin, je voudrais rappeler que lorsqu'on a communautarisé, via deux étapes successives, "l'aide à la jeunesse" (appelée ainsi lorsqu'on est dans le domaine communautaire alors qu'on parle de "protection de la jeunesse" dans un cadre fédéral et judiciaire), les institutions régionales

jeugdininstelling is enkel bedoeld voor jongeren die een gevaar vormen voor de maatschappij. Het is normaal dat iemand die wordt ingerekend, vervolgens weer vrijkomt als hij geen gevaar voor de samenleving betekent.

Bij het begin van de overheveling van de bevoegdheid inzake jeugdbijstand van de federale overheid aan de gemeenschappen bestond het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nog niet. De federale middelen werden verdeeld tussen de Franse en de Vlaamse Gemeenschap. Bij de oprichting van de GGC waren er daardoor geen federale middelen meer beschikbaar voor de Brusselse jeugdbijstand. Dit verklaart waarom er in de jaarlijkse federale dotatie aan de GGC geen middelen voor jeugdbijstand zijn opgenomen, en dat het beleid ter zake met gewestmiddelen wordt gefinancierd. Jeugdbijstand is dan ook een van de bevoegdheden waarvoor het Brussels Gewest ondergefinancierd is.

Omdat het principe van de subnationaliteit niet werd ingevoerd en het werken met twee verschillende regimes niet efficiënt is, hebben de Franse en de Vlaamse Gemeenschap een samenwerkingsakkoord gesloten opdat elk van hen in het Brussels gewest bevoegd zou blijven inzake jeugdbijstand.

Als de minister erin slaagt om meer plaatsen te creëren in gesloten centra, als ze daarvoor de jeugdrechtens raadpleegt, als ze de nodige middelen kan verzamelen om de gebouwen op te trekken en personeel in dienst te nemen, dan is dat alleen maar goed nieuws. Ik zou echter maar al te goed begrijpen dat de minister de federale overheid en de gemeenschappen op hun verantwoordelijkheid wijst. Het is toch ondenkbaar dat elke jongere die ons stoort, zou worden opgeborgen in een gesloten instelling.

bruxelloises n'existaient pas lors de la première étape. On a donc scindé les crédits fédéraux en deux parties : l'une dévolue à la Communauté française, l'autre à la Communauté flamande. Lorsque nos institutions bicommunautaires ont été créées, il n'y avait plus de crédits fédéraux à attribuer à la COCOM pour l'aide à la jeunesse.

C'est ce qui fait que la COCOM, dans sa dotation annuelle indexée venant du fédéral, n'a pas de crédit pour l'aide à la jeunesse. À côté d'autres raisons comme l'absence de sous-nationalité ou l'intérêt à ne pas faire des régimes distincts pour le plaisir, c'est ce qui explique qu'il a fallu un accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté flamande pour que chacune d'elles puisse continuer à s'occuper des mineurs en difficulté en région bruxelloise.

C'est ce qui explique également que chaque fois que la COCOM met de l'argent dans l'aide à la jeunesse, cet argent vient de la Région et jamais du fédéral. L'aide à la jeunesse constitue l'un des exemples de sous-investissement injuste de la Région bruxelloise. Si la ministre envisage de faire des efforts pour avoir davantage de places en milieu fermé à l'attention de la jeunesse bruxelloise, si elle le conçoit en consultant, notamment, les juges de la jeunesse, si elle trouve les moyens non seulement pour financer les briques, mais aussi les équipes pédagogiques, tant mieux. Cependant, je comprendrai tout aussi bien qu'elle nous dise que chacun doit prendre ses responsabilités, que le fédéral et les Communautés doivent faire ce qu'ils ont à faire et que, de toute façon, on n'imagine pas un instant qu'on va pouvoir enfermer en IPPJ tous les jeunes qui nous dérangent.

Mme la présidente.- La parole est à Mme Huytebroeck.

Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni (en néerlandais).- Je ne répondrai pas à votre question, pour deux raisons. Premièrement, vous n'adressez votre interpellation qu'à moi seule, alors que deux membres du Collège sont en charge des affaires sociales : Mme Grouwels et moi-même. Vous m'interpellez ici en tant que ministre de la Communauté française.

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Huytebroeck heeft het woord.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College.- Mijnheer Lootens, ik zal uw vraag niet kunnen beantwoorden, en wel om twee redenen. Ten eerste richt u een interpellatie tot een college waarvan twee leden bevoegd zijn voor sociale zaken, mevrouw Grouwels en ikzelf. Uw interpellatie is echter alleen tot mij gericht. U richt zich tot mij als minister van de Franse

Deuxièmement, Mme Grouwels et moi-même ne sommes pas compétentes en la matière.

(poursuivant en français)

Mme Grouwels et moi-même ne sommes pas compétentes pour les IPPJ. Nous n'avons ni structure ni budget à ce sujet en Commission communautaire commune. Nous avons négocié un accord de coopération avec les autres Communautés et le fédéral, entré en vigueur le 1er octobre 2009. Si l'on peut appeler le fédéral et la Communauté française à prendre leurs responsabilités, ce n'est cependant pas dans le cadre de la Commission communautaire commune que le débat doit être mené. Je suis par contre entièrement disposée à le mener au sein de la Communauté française, où je détiens cette compétence, dans le cadre d'un débat global sur les questions de délinquance et d'IPPJ.

En outre, vous n'adressez votre interpellation qu'à moi, alors que Mme Grouwels est également compétente en la matière. Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi le Bureau élargi a accepté ce type d'interpellation.

Mme la présidente.- La parole est à M. Lootens-Stael.

M. Dominiek Lootens-Stael (en néerlandais).- *Le Bureau élargi a pourtant décidé d'inscrire mon interpellation à l'ordre du jour. Quant à Mme Grouwels, elle pouvait répondre aujourd'hui. Rien ne justifie donc votre refus de répondre.*

L'accord de coopération que vous avez conclu avec les Communautés sur l'aide à la jeunesse prouve bien que vous êtes compétente en la matière et les parlementaires ont le droit de vous interroger à ce sujet.

Les problèmes les plus aigus en matière d'aide à la jeunesse se posent à Bruxelles. Vous devez donc prendre vos responsabilités au niveau du bicommunautaire, même si l'on sait que le problème de la criminalité des jeunes se pose quasi uniquement du côté francophone. Bien que ce soit la Communauté française qui manque à ses devoirs, les parlementaires doivent veiller à ce que les Bruxellois puissent vivre dans une ville sûre.

Gemeenschap, en niet als minister voor Sociale Zaken.

Ten tweede zijn mevrouw Grouwels en ikzelf niet bevoegd ter zake.

(verder in het Frans)

Mevrouw Grouwels en ikzelf zijn niet bevoegd voor gesloten jeugdininstellingen. De GGC houdt zich daar niet mee bezig. We hebben een samenwerkingsakkoord afgesloten met de gemeenschappen en de federale overheid. Het debat moet hier niet worden gevoerd. Ik wil het echter wel ter sprake brengen bij de Franse Gemeenschap.

Bovendien richt u uw interpellatie enkel tot mij, hoewel mevrouw Grouwels evenzeer bevoegd is. Ik begrijp dan ook niet waarom het Bureau deze interpellatie heeft aanvaard.

Mevrouw de voorzitter.- De heer Lootens-Stael heeft het woord.

De heer Dominiek Lootens-Stael.- Het Uitgebreid Bureau heeft beslist om mijn interpellatie op de agenda te zetten. U weet best dat de regering of het Verenigd College uiteindelijk beslist wie een interpellatie beantwoordt. Wat mij betreft, had mevrouw Grouwels vandaag ook mogen antwoorden. U hebt dus geen been om op te staan als u zegt dat u niet wilt antwoorden.

Als u een samenwerkingsakkoord over jeugdbijstand sluit met de gemeenschappen, mogen de parlementsleden u daarover interpelleren. Het samenwerkingsakkoord bewijst dat u bevoegd bent voor de kwestie, want anders zou u het niet mogen sluiten. U maakt zich er een beetje gemakkelijk vanaf. U schuift de hete aardappel niet door, maar gooit hem gewoon weg.

Het grootste probleem op het gebied van jeugdbijstand stelt zich in Brussel. Het spreekt

Vous devez prendre l'initiative et cesser de rejeter vos responsabilités.

En conclusion de cette interpellation, j'annonce le dépôt d'un ordre du jour.

voor zich dat u uw verantwoordelijkheid moet nemen. Die ligt uiteraard in de bicomunautaire sfeer. Ik geef toe dat het probleem met jeugdcriminaliteit zich voor 99% langs Franstalige kant stelt. Dat is bekend. De Franse Gemeenschap blijft in gebreke. Het neemt echter niet weg dat parlementsleden ervoor moeten zorgen dat de Brusselaars in een veilige stad kunnen leven. Daarom interpelleer ik u. Ik wil u bewust maken van het probleem.

We blijven vaststellen dat er problemen zijn, maar sommige politici doen alsof het maar om "faits divers" gaat, terwijl ze bijzonder ernstig zijn. Er moeten dringend maatregelen worden genomen. U moet ophouden met uw verantwoordelijkheid door te schuiven en moet een initiatief nemen. Het kan de burger niet scheuen of u alleen of samen met minister Grouwels maatregelen neemt.

Tot slot van deze interpellatie wil ik aankondigen dat we een motie zullen indienen.

Ordres du jour – Dépôt

Mme la présidente.- En conclusion de son interpellation, M. Dominiek Lootens-Stael annonce le dépôt d'un ordre du jour motivé.

QUESTION ORALE

Mme la présidente.- L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Ozdemir.

QUESTION ORALE DE MME MAHINUR OZDEMIR

**À MME BRIGITTE GROUWELS,
MEMBRE DU COLLÈGE RÉUNI
COMPÉTENT POUR LA POLITIQUE
D'AIDE AUX PERSONNES ET LA**

Moties – Indiening

Mevrouw de voorzitter.- Naar aanleiding van zijn interpellatie, kondigt de heer Dominiek Lootens-Stael de indiening van een gemotiveerde motie aan.

MONDELINGE VRAAG

Mevrouw de voorzitter.- Aan de orde is de mondelinge vraag van mevrouw Ozdemir.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW MAHINUR OZDEMIR

AAN MEVROUW BRIGITTE GROUWELS, LID VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN

FONCTION PUBLIQUE,

**ET À MME EVELYNE HUYTEBROECK,
MEMBRE DU COLLÈGE RÉUNI
COMPÉTENTE POUR LA POLITIQUE
D'AIDE AUX PERSONNES, LES
FINANCES, LE BUDGET ET LES
RELATIONS EXTÉRIEURES,**

concernant "le budget d'assistance personnelle".

Mme la présidente.- La parole est à Mme Ozdemir.

Mme Mahinur Ozdemir.- Durant la législature passée, ma collègue Céline Fremault vous a interrogée à plusieurs reprises sur les avancées du budget d'assistance personnelle (BAP) et sur l'implémentation et l'universalisation du projet à Bruxelles.

Dans plusieurs pays d'Europe, le principe du BAP est d'application. En Belgique, la Région flamande dispose déjà d'une législation en la matière. En Wallonie, on a expérimenté le dispositif depuis juin 2004 et actuellement, la Région wallonne dispose de textes légaux et définitifs.

À Bruxelles, l'expérience pilote est toujours en cours. Après deux années de test, la légitimité des besoins des personnes handicapées et/ou de leurs familles est incontestable. Par ailleurs, les indicateurs statistiques des autres Régions du pays montrent le rôle accru et l'importance du BAP.

En Flandre, on est passé de 665 bénéficiaires en 2005 à 1.800 en 2009. En Wallonie, on passe d'une expérience pilote de 8 personnes en 2005 à 75 bénéficiaires aujourd'hui.

D'après ces constats, mes questions seront les suivantes.

Quelles sont les performances du budget d'assistance personnelle ? Quels sont les effets directs et les impacts indirects du projet pilote ? Peut-on déjà estimer l'efficience du BAP, dégager la tendance et donner un signal au public-cible ? Quand la Commission communautaire commune

PERSONEN EN OPENBAAR AMBT,

**EN MEVROUW EVELYNE
HUYTEBROECK, LID VAN HET
VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD
VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND
AAN PERSONEN, FINANCIËN,
BEGROTING EN EXTERNE
BETREKKINGEN,**

betreffende "het persoonlijke-
assistantiebudget".

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Ozdemir heeft het woord.

Mevrouw Mahinur Ozdemir (in het Frans).- *Tijdens de vorige regeerperiode stelde mevrouw Fremault meerdere vragen over het persoonlijk assistentiebudget (PAB).*

In meerdere Europese landen bestaat er een vergelijkbaar systeem. Het Vlaams Gewest en het Waals Gewest hebben ook al wetgeving over de kwestie.

In Brussel is er nog steeds een proefproject aan de gang. Het is nu duidelijk dat er behoefte is aan een PAB. Uit statistieken van de andere gewesten blijkt het belang van het PAB. In Vlaanderen is het aantal gebruikers gestegen van 665 in 2005 tot 1.800 in 2009.

Welke resultaten levert het PAB op? Wat zijn de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van het proefproject? Kunt u de efficiënte van het PAB al inschatten? Zal de GGC het proefproject uitbreiden?

compte-t-elle universaliser le projet pilote ?

Mme la présidente.- La parole est à Mme Huytebroeck.

Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni.- Vous nous interrogez sur l'évaluation, le suivi et l'implémentation du projet pilote intitulé "BAP : un budget pour l'autonomie", mené par l'asbl Association nationale pour le logement des personnes handicapées (ANLH).

Cette asbl a été subsidiée par la COCOM pour mener une expérience pilote consistant à organiser, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, la mise en place, l'opérationnalisation et l'évaluation de ce service. La première expérience s'est déroulée sur une période de seize mois, de juin 2007 à octobre 2008, avec un budget total de 100.000 euros. Elle a ensuite été prolongée année après année. Un arrêté d'octroi de subvention devra être présenté au Collège réuni pour sa reconduction de novembre 2010 à octobre 2011.

La mise en place du budget d'assistance personnelle (BAP) permet d'octroyer aux personnes handicapées un budget leur permettant d'organiser et de financer les aides dont elles ont besoin dans leur quotidien. Il s'agit plus particulièrement d'une enveloppe budgétaire qui rembourse des frais liés à l'engagement de personnes. Cela leur permet donc d'être employeurs ou leur donne un droit de tirage sur des services adaptés leur assurant une assistance personnelle. Ce système existe depuis plusieurs années en Flandre et vient d'être mis en place en Wallonie pour une septantaine de personnes.

L'expérience a concrètement débuté en octobre 2007, sur la base de huit personnes porteuses de handicaps différents, à différents degrés, et d'âges différents. L'expérience 2008-2009 a, elle, concerné neuf personnes porteuses de handicaps différents à différents degrés : quatre personnes handicapées physiques, quatre personnes polyhandicapées et une personne aveugle. Six personnes bénéficient d'une reconduction et les trois autres sont de nouveaux bénéficiaires. Les budgets octroyés à chacun ont été évalués en fonction des besoins propres à chaque individu et

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Huytebroeck heeft het woord.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College (in het Frans).- *De GGC heeft de Nationale Vereniging voor de Huisvesting van Personen met een Handicap (NVPH) gesubsidieerd voor de uitvoering en de evaluatie van het proefproject rond het persoonlijke assistentiebudget (PAB) in Brussel. Het eerste proefproject vond plaats van juni 2007 tot oktober 2008. Het ging om een budget van 100.000 euro voor acht personen van diverse leeftijden en met diverse handicaps. Het proefproject werd nadien jaarlijks verlengd. Binnenkort moet een subsidiërsbesluit aan het Verenigd College worden voorgelegd om het project te verlengen van november 2010 tot oktober 2011.*

Het PAB dient om assistentie te organiseren en te financieren, en met name om personeel in dienst te nemen. Dit systeem bestaat al jaren in Vlaanderen en is onlangs ook in Wallonië van start gegaan.

Het budget dat aan elke persoon wordt toegekend, wordt berekend op basis van een behoeftenschaal die door de NVPH is opgesteld.

Het project wordt gevolgd door een begeleidingscomité. Uit de evaluatie blijkt dat het PAB de levenskwaliteit van de gehandicapten enorm verbetert, maar dat het niet altijd makkelijk is om goede hulpverleners te vinden, met name in het kader van de dienstencheques.

Het zou daarom wenselijk zijn om de toegestane prestaties uit te breiden tot transport, verplaatsing en bijstand voor de handelingen van het dagelijks leven. Op die manier kan de gehandicapte zich laten begeleiden wanneer het hij het openbaar vervoer neemt of een beroep doet op privétransport. Het zou ook wenselijk zijn om handelingen te autoriseren waarvoor geen gezondheidswerker vereist is zoals aankleden, wassen, toiletbezoek, eten geven, enzovoort.

Het zou nuttig zijn om een ordonnantie op te stellen om op lange termijn te kunnen werken en

calculés sur base d'une échelle de besoins élaborée par l'ANLH.

Depuis le début de l'expérience, afin de suivre ce projet, un comité d'accompagnement a été instauré. Les réunions de ce comité ont permis de constater un apport évident du BAP au niveau de la qualité de vie, grâce à une souplesse possible dans l'organisation de l'aide et les lieux de prestations. Néanmoins, cette évaluation a mis en exergue la difficulté de trouver des prestataires fiables et de qualité ainsi que la limite de la qualification du personnel engagé par, entre autres, le système des titres-services : celui-ci était trop peu qualifié pour aider des personnes handicapées et bénéficiait trop souvent d'un emploi précaire. Plus particulièrement, des inadéquations par rapport à l'utilisation des titres-services ont été mises en évidence.

Pour y remédier, il serait souhaitable d'élargir les prestations autorisées au transport et au déplacement, ainsi qu'à l'assistance à la personne handicapée dans les actes de la vie journalière. Concrètement, c'est permettre l'accompagnement de la personne handicapée en transports en commun ou privé, que le moyen de transport soit adapté ou non ; permettre l'aide qui favorise de manière élémentaire et primordiale l'autonomie de la personne et soulage la famille ; et autoriser les actes pour lesquels aucune raison médicale ne justifie l'intervention d'un professionnel de la santé, par exemple mettre au lit, habiller, laver, aller aux toilettes, donner à manger...

Pour conclure, il y a - on l'imagine bien - un besoin de pérennisation pour permettre d'organiser des projets à plus long terme et de fiabiliser le personnel. Cela devra se réaliser dans le cadre d'une ordonnance.

Nous voulons poursuivre ce projet pilote sans promettre aujourd'hui - je le dis clairement - une rédaction rapide d'une nouvelle législation. Notamment parce que cela nous entraînerait à devoir augmenter énormément nos moyens budgétaires, ce qui n'est pas possible aujourd'hui.

Pour conclure sur cette opération pilote du BAP, s'il y a des points positifs, que je vous ai signalés,

het personeel zekerheid te bieden, maar wij beschikken daarvoor momenteel niet over de nodige financiële middelen. Wij zullen wel het proefproject voortzetten.

Het proefproject met het PAB heeft een aantal positieve resultaten opgeleverd, maar er zijn nog vragen over de begeleiding en de opleiding van de begeleiders.

Ik heb deze kwestie besproken met de federale staatssecretaris voor gehandicaptenzorg Delizée. Aangezien het om individuele steun gaat, wou ik weten of het niet de federale overheid is die deze kosten moet dragen. Aangezien Vlaanderen en Wallonië de maatregel zelf financieren, staan we echter alleen met onze eis.

Ook al zijn er nog open vragen inzake financiering, opleiding en bevoegdhedsverdeling, ik stel het proefproject allerminst in vraag.

il reste des interrogations quant à l'accompagnement et à la formation des accompagnants.

D'autre part, j'ai abordé cette question avec le secrétaire d'État fédéral chargé des Personnes handicapées, M. Delizée. Je voulais savoir si, étant donné qu'il s'agit d'une aide individuelle, le fédéral ne comptait pas prendre le BAP en charge. Je pense qu'il n'en est pas question pour l'instant. Le fait que la Flandre et la Wallonie se soient engagées dans cette direction nous isole dans notre demande de prise en charge par le fédéral.

Il s'agit à la fois d'une question budgétaire, d'une question de formation et d'une question de niveau de pouvoir compétent pour cette aide individuelle. Ces questions ne remettent pas en cause l'expérience pilote, mais ne sont pas à négliger si nous souhaitons élargir celle-ci.

- *L'incident est clos.*

- *Het incident is gesloten.*

ANNEXE**Ordres du jour – Dépôt****Ordre du jour motivé****Ordre du jour motivé déposé en conclusion de l'interpellation de M. Dominiek Lootens-Stael**

à Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

concernant "le manque de places d'accueil dans les centres fermés pour mineurs".

« L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune,

- Ayant entendu en commission du 10 mars 2010 l'interpellation concernant « le manque de places d'accueil dans les centres fermés pour mineurs »;
- Ayant entendu la réponse de Mme Evelyne Huytebroeck, membre du Collège réuni, compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures;

Considérant que

- les délinquants juvéniles sont trop souvent relâchés quasi impunément en raison du manque de places d'accueil dans les centres fermés pour mineurs;

BIJLAGE**Moties – Indiening****Gemotiveerde motie****Gemotiveerde motie ingediend naar aanleiding van de interpellatie van de Dominiek Lootens-Stael**

tot mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen,

betreffende "het gebrek aan opvangplaatsen in gesloten jeugdinstellingen".

« De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

- Gehoord hebbende de op 10 maart 2010 in commissie gehouden interpellatie betreffende «het gebrek aan opvangplaatsen in gesloten jeugdinstellingen »;
- Gehoord hebbende het antwoord van mevrouw Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen;

Overwegende dat

- jeugdige delinquenten al te vaak quasi straffeloos worden vrijgelaten omdat er te weinig opvangplaatsen in gesloten jeugdcentra zijn;

- le problème sévère de capacité se pose principalement pour les délinquants juvéniles francophones;
- la spirale négative de la violence à Bruxelles ne peut être arrêtée que si les auteurs sont punis de manière adéquate;
- les centres fermés sont nécessaires afin d'écartier temporairement de la société les délinquants juvéniles qui ne sont pas complètement irrécupérables en vue de travailler à leur réintégration dans la société;

Demande au Collège réuni:

- d'insister fortement auprès de la Communauté française pour qu'elle respecte ses engagements de créer un nombre suffisant de places d'accueil dans les centres fermés pour mineurs et qu'elle renforce dès lors ses efforts en la matière.

Bruxelles, le 10 mars 2010.

(S.) Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Ordre du jour pur et simple

Un ordre du jour pur et simple est déposé par Mmes Anne Sylvie Mouzon, Elke Van den Brandt, Anne-Charlotte d'Ursel, Dominique Braeckman, M. Pierre Migisha et Mme Elke Roex.

- dit ernstige capaciteitsprobleem voornamelijk bestaat voor Franstalige delinquenten jongeren;
- de neerwaartse spiraal van geweld in Brussel enkel kan gestopt worden wanneer de daders op een adequate manier worden gestraft;
- gesloten instellingen noodzakelijk zijn om die delinquenten jongeren die niet volledig verloren zijn voor de samenleving tijdelijk uit die samenleving weg te halen, om hun reïntegratie in de maatschappij te bewerkstelligen;

Vraagt het Verenigde College :

- er bij de Franse Gemeenschap sterk op aan te dringen alle verplichtingen en betrekking tot het creëren van voldoende opvangplaatsen in gesloten jeugdinstitutions na te komen, en de inspanningen ter zake dus op te drijven.

Brussel, 10 maart 2010.

(Get.) Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Eenvoudige motie

Een eenvoudige motie wordt ingediend door mevr. Anne Sylvie Mouzon, mevr. Elke Van den Brandt, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, mevr. Dominique Braeckman, de heer Pierre Migisha en mevr. Elke Roex.